Janvier 1985: l'OFCE a quatre ans

Jean-Marcel Jeanneney,

Agrégé de sciences économiques, Professeur émérite à l'université Panthéon-Sorbonne, Ancien ministre, Président de l'OFCE

En janvier 1985 l'OFCE a quatre ans. Un propos d'étape me paraît devoir être écrit maintenant à l'intention des lecteurs de ses publications et plus généralement de quiconque lui porte intérêt ou éprouve quelque curiosité à son égard.

Comment l'OFCE est-il né?

Quelle est sa mission?

Ouelles sont ses structures?

Quels sont ses moyens matériels?

Qui y travaille?

Que produit-il et pour qui?

La naissance de l'Observatoire français des conjonctures économiques

L'OFCE est né d'un rapport officiel, puis d'une heureuse convergence de volontés.

En 1979 René Lenoir et Baudoin Prost avaient établi un rapport à l'intention du président de la République sur « l'information économique et sociale des Français »⁽¹⁾. Ils y préconisaient la création en France de plusieurs instituts de conjoncture économique indépendants du gouvernement, à l'exemple de ceux existant à l'étranger, notamment en Allemagne fédérale.

En juin 1980 le Premier ministre Raymond Barre me demanda d'établir un avant-projet de celui de ces instituts qui devait être d'inspiration universitaire, aux côtés de deux autres prévus, l'un patronal, l'autre syndical (2).

A l'automne 1980 je proposai que cette création ait lieu au sein de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP). Son président François Goguel, son administrateur Michel Gentot et son conseil d'administration l'acceptèrent d'emblée, estimant que cela correspondait parfaitement à l'objet statutaire de la Fondation, qui est de contribuer au développement des connaissances non seulement politiques, mais aussi économiques et sociales.

Le projet définitif ayant reçu l'accord du Premier ministre et du Conseil d'administration de la Fondation, l'OFCE fut créé par une Convention en date du 31 janvier 1981, signée par le Premier ministre et par le président de la Fondation, puis approuvée par décret du 11 février 1981. Cette Convention me confia la présidence de l'OFCE pour trois ans, mandat qui m'a été renouvelé en 1984 pour la même durée, par René Rémond président de la Fondation.

⁽¹⁾ Rapport publié par la Documentation française.

⁽²⁾ L'IPECODE (Institut de prévisions économiques et financières pour le développement des entreprises), institut patronal, fut créé en 1981. L'IRES (Institut de recherches économiques et sociales) commun à la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC, la CGT, la CGT-FO et la FEN, a été créé en 1982.

Les délais nécessaires au recrutement de collaborateurs et à l'obtention de locaux firent que les premières études ne purent commencer, dans des conditions matérielles d'ailleurs difficiles, qu'à l'automne 1981.

Mission et esprit de l'OFCE

La mission de l'OFCE est « d'étudier scientifiquement et en toute indépendance la conjoncture de l'économie française, ses structures et son environnement extérieur, notamment européen, d'effectuer des comparaisons avec les économies étrangères, de formuler, dans la mesure où il l'estimera possible, des prévisions économiques à court, moyen et long terme » (article 1^{er} de la Convention).

L'OFCE a été voulu d'esprit universitaire. La variété de ses membres le préserve d'un esprit de clan. Affranchi de tout dogme et de toute influence extérieure, il admet que soit considérée n'importe quelle hypothèse explicative, à condition qu'elle soit confrontée rigoureusement aux faits. Ainsi peut-il avoir meilleure chance de remplir convenablement sa double mission : faire progresser la connaissance scientifique des réalités économiques françaises et diffuser une information qui soit crédible.

Les structures de l'OFCE

Créé à la Fondation nationale des sciences politiques, l'OFCE est placé sous les autorités respectives du Conseil d'administration, du président et de l'administrateur de celle-ci, mais il jouit d'une certaine autonomie, concrétisée par l'institution d'un président et d'un conseil scientifique, ainsi que par une affectation de ressources à ses besoins, un compte particulier lui étant ouvert dans la comptabilité de la Fondation.

Le président de l'OFCE a la responsabilité générale de son fonctionnement, de ses travaux et de ses publications. Afin de garantir l'indépendance de l'OFCE son président est nommé pour trois ans par le président de la FNSP, qui le choisit seul. Le Président de la FNSP, élu par le Conseil d'administration de la FNSP, ne peut lui-même être choisi que parmi ceux des membres de ce Conseil ayant été cooptés par les représentants des fondateurs. Toutefois la nomination du président de l'OFCE n'intervient qu'avec agrément du Premier ministre.

Le Conseil scientifique délibère sur la structure de l'OFCE et ses règles de fonctionnement, ses programmes de recherche, la politique de recrutement, le choix des directeurs de département, la répartition des crédits, les contrats de recherche, les accords de coopération, et sur toutes autres questions qui lui sont soumises par le président de l'OFCE.

Aucun membre de ce Conseil scientifique n'est directement nommé par le gouvernement. Il est composé, outre le président de l'OFCE, de cinq membres de droit et de cinq membres élus par des comités ou conseils à vocation scientifique :

- le gouverneur de la Banque de France ou un sous-gouverneur désigné par lui ;
- le commissaire au Plan ;
- le président du Crédit national ;
- le directeur général du Centre national de la recherche scientifique ou un directeur scientifique désigné par lui ;
- le directeur général de l'INSEE;

- deux membres désignés par le Conseil d'administration de la Fondation nationale des sciences politiques après chaque renouvellement de celui-ci ;
- un professeur de sciences économiques des Universités ou des grands établissements d'enseignement supérieur désigné par la section des sciences économiques du Conseil supérieur des corps universitaires après chaque renouvellement du Conseil supérieur;
- un professeur de sciences économiques des Universités ou d'un grand établissement d'enseignement supérieur ou un directeur de recherches au CNRS désigné par la section des sciences économiques du Comité national du CNRS, après chaque renouvellement du Comité national;
- un membre élu pour trois ans par le Conseil d'administration de l'Association française des économistes d'entreprises (3).

L'OFCE comprend trois départements scientifiques et trois divisions administratives :

Le département des diagnostics a pour mission d'observer l'état de l'économie française, de constater ou d'expliquer la croissance ou la décroissance de l'activité, de déceler les modifications de structure et les facteurs de déséquilibre, de s'informer des conjonctures étrangères afin d'y trouver des éléments d'explication de la conjoncture française, d'avancer des prévisions, compte tenu des événements anticipés et des politiques envisagées.

Le département d'économétrie a pour mission d'utiliser des modèles existants et d'en constituer de nouveaux pour analyser le fonctionnement de l'économie française, déterminer ses dépendances envers les économies étrangères et formuler des prévisions chiffrées en diverses hypothèses de politique économique.

Le département des études a pour mission de faire progresser la connaissance des théories et des faits anciens ou récents, français ou étrangers, ainsi que d'explorer des domaines particuliers, choisis en raison de leur importance pour la compréhension de l'économie française et de son avenir.

Ces trois départements, entre lesquels aucune hiérarchie n'existe, ont le même champ d'étude. Le département des diagnostics et celui d'économétrie ont tous deux à suivre l'actualité dans son ensemble et en ses aspects majeurs, à en fournir des explications et à formuler des prévisions, mais par des méthodes différentes : l'un en confrontant et analysant de multiples faits épars et de nombreuses séries statistiques, l'autre en recourant aux modèles économétriques. Le département des études met en œuvre l'une ou l'autre méthode. Il étend son champ de recherche à la sociologie afin que les recherches économiques prennent en considération les changements sociaux.

La division de la documentation, celle des publications et celle du personnel, du matériel et du budget sont gérées par un secrétaire général administratif.

Auprès du président se trouvent une secrétaire, qui le seconde dans ses relations avec des personnalités et organismes extérieurs, et une attachée, qui assure les rapports avec la presse et établit une revue des journaux et hebdomadaires.

⁽³⁾ Les noms des membres actuels se trouvent en annexe I.

Deux comités complètent cette organisation :

Le Comité intérieur est composé du président de l'OFCE, du secrétaire général de la FNSP, des directeurs de département, du secrétaire général administratif, de trois représentants élus du personnel scientifique et de trois représentants élus du personnel administratif. Il a compétence pour débattre de toutes questions concernant la vie de l'OFCE. Il se réunit au moins une fois tous les deux mois ⁽⁴⁾.

Le Comité consultatif, composé de dix experts, français et étrangers, désignés pour trois ans par le Conseil scientifique et de dix personnalités désignées par le président du Conseil économique et social après chaque renouvellement de celuici est réuni deux fois par an. Il a pour mission d'examiner les publications de l'OFCE, d'en critiquer la valeur scientifique ou l'utilité et de formuler des suggestions quant aux études à entreprendre (5).

Les moyens matériels

L'OFCE est installé dans quatre étages d'un immeuble situé à Paris, 69 quai d'Orsay, mis à sa disposition par le ministère de l'Education nationale.

Relié au CIRCE (Centre de calcul du Centre national de la recherche scientifique) l'OFCE est en mesure d'utiliser les puissants moyens informatiques de ce centre. Il dispose en outre d'équipements micro-informatiques. Dans sa salle de documentation ont été réunis les ouvrages et revues les plus fréquemment nécessaires aux recherches effectuées. Les chargés d'études peuvent aisément recourir à la bibliothèque et au centre documentaire de la FNSP, dont les fonds sont d'une grande richesse.

Le financement de l'OFCE est assuré par une subvention annuelle de l'Etat, qui est versée à la Fondation nationale des sciences politiques par l'intermédiaire du Commissariat au Plan. L'OFCE peut entreprendre des études et des recherches sur contrats.

Le personnel

Le personnel de l'OFCE comprend une quarantaine de personnes (6).

La variété d'origine qu'on a voulu s'est concrétisée d'abord en les personnalités des trois directeurs de département. Philippe Sigogne est venu à l'étude de la conjoncture par l'Ecole Polytechnique et l'INSEE. Pierre-Alain Muet, maître de conférences à l'Ecole polytechnique, a antérieurement effectué des recherches au CEPREMAP. Jean-Paul Fitoussi a suivi la voie universitaire qui l'a mené, par l'agrégation de sciences économiques, à l'université de Strasbourg, puis à l'Institut universitaire européen de Florence et enfin à l'Institut d'études politiques de Paris. La même préoccupation a conduit à choisir des chargés d'études dont les uns ont été formés dans des universités, françaises ou étrangères, et les autres dans de grandes écoles. Deux d'entre eux sont anglais.

⁽⁴⁾ Les noms des membres actuels se trouvent à l'annexe I.

⁽⁵⁾ Les noms des membres actuels se trouvent à l'annexe I.

⁽⁶⁾ La liste en est donnée à l'annexe II.

Les produits

Certains produits résultant des travaux de l'OFCE, qui sont des investissements, consistent en instruments d'étude : banques de données et modèles économétriques. L'OFCE ne fait pas d'enquêtes ; ce n'est pas sa mission ; mais ses trois départements rassemblent des donnés puisées à de nombreuses sources, les enregistrent sous des formes aisément utilisables par ses chercheurs et en tiennent à jour les séries. Le département d'économétrie a construit deux modèles : le modèle OFCE-annuel et le modèle OFCE-trimestriel. Il a aussi largement contribué à la mise au point, à l'expérimentation et au développement d'un logiciel économique français, Moduleco, tant pour son propre usage que pour celui d'autres utilisateurs éventuels.

Les deux principaux produits destinés à l'extérieur sont une Revue trimestrielle et une Lettre mensuelle, qui ont toutes deux pour titre « Observations et diagnostics économiques ». L'une et l'autre sont destinées non seulement aux économistes et aux étudiants en économie, mais aussi aux chefs d'entreprises, aux journalistes, aux membres de la fonction publique, aux parlementaires, et même aux ministres. On s'efforce de faire que la plupart des sujets traités n'intéressent pas seulement quelques spécialistes. Les auteurs, membres de l'OFCE ou parfois personnalités extérieures, s'astreignent à résister aux charmes de l'ésotérisme et à écrire en un langage aussi clair et accessible que possible. Parce que le libéralisme intellectuel est une condition du progrès des connaissances, il n'est pas fait obstacle à ce que des auteurs présentent dans ces publications des idées parfois contradictoires. Aucun article n'exprime une position, doctrinale ou politique, qui serait celle de l'OFCE (cf. sommaires des publications en annexe III).

Outre des articles, la Revue contient deux fois par an un cahier de graphiques en couleur, commentés, qui, en trente-deux pages, permettent de comparer, dans le temps et l'espace, l'évolution des principaux indicateurs de la conjoncture économique. Une fois par an est publiée une chronologie des événements politiques et économiques survenus à l'étranger et en France, utile à quiconque désire rattacher l'actualité à des événements antérieurs en les datant avec précision.

Pour un public plus restreint l'OFCE établit « des documents de travail », que l'on peut se procurer moyennant un prix modique (annexe III).

Certains membres de l'OFCE donnent des enseignements à l'extérieur et publient des articles dans des revues françaises ou étrangères, et aussi des ouvrages en France et à l'Etranger.

L'OFCE publiera prochainement divers livres. Il organise périodiquement des colloques internationaux. Il fournit à certains organismes publics ou privés, avec lesquels il contracte, les résultats de travaux accomplis spontanément par lui ou qui lui sont demandés ; il permet aussi parfois l'accès à ses modèles.

Comme tout organisme ambitieux, l'OFCE projette d'étendre le champ des recherches réalisées et des services rendus, selon ce que seront les curiosités ressenties par ses membres et les besoins formulés ici ou là. Il ne manquera pas de le faire, si toutefois il dispose des moyens nécessaires.

ANNEXES

I. Membres des Conseils et Comités

(En fonction au 1er janvier 1985)

Conseil scientifique

(Dans l'ordre de la composition du Conseil)

Jean-Marcel Jeanneney, *président*, Philippe Lagayette, Henri Guillaume, Jean Saint-Geours, Maurice Godelier, Edmond Malinvaud, René Rémond, Pierre Bauchet, Jean-Luc Gaffard, Jean-Marie Martin, Albert Merlin.

Assistent aux séances :

Michel Gentot, Serge Hurtig, Jean-Paul Fitoussi, Pierre-Alain Muet, Philippe Sigogne.

Comité intérieur

Président : Jean-Marcel Jeanneney

Membres de droit : Jean-Paul Fitoussi, Serge Hurtig, Dominique Jocteur Monrozier, Pierre-Alain Muet, Philippe Sigogne.

Membres élus: Marie-Annick Boudier, Michèle Debesson, Amel Falah, Alain Gubian, Jacques Le Cacheux, Sylvie Le Golvan.

Comité consultatif

Experts désignés par le Conseil scientifique de l'OFCE: M^{mes} Sylviane Guillaumont, Eliane Mossé, Jeanne-Marie Parly, MM. Michel Aglietta, Willem H. Buiter, Jean-Jaskold Gabszewicz, Yves Grafmeyer, Emilio Fontela, Barthélémy Ploton, Enzio Tarantelli.

Personnalités désignées par le président du Conseil économique et social : MM. Jean Brunet, Jacques Castaing, Louis Lacoste, Albert Léon, Jean Magniadas, Paul Marchelli, Bernard Maurizé, Charles Ravin, Jacques Tessier, Patrick Venturini.

II. Personnel de l'OFCE

(En fonction au 1^{er} janvier 1985)

Président : Jean-Marcel Jeanneney

- Secrétaire du président : Monique Furic
- Attachée de presse : Sylvie Le Golvan

Département des diagnostics

Directeur: Philippe Sigogne

- Chargés d'études: Philippe Aroyo, Michael Cocker, Monique Fouet, Alain Gubian, Sabine Mathieu, Françoise Milewski, Vincent Radisson, Daniel Roy, Thierry Schwob.
- Statisticienne: Marie-Christine Kuntz.
- Secrétaire : Amel Falah.

Département d'économétrie

Directeur: Pierre-Alain Muet

- Chargés d'études: Michel Boutillier, Bruno Durand, Alain Fonteneau, Henry Sterdyniak, Richard Topol (1).
- Ingénieur informaticienne : Marie-Annick Boudier.
- Statisticienne: Caroline Girard.
- Secrétaires : Patricia Besson, Marie-Pierre Dessalles.
- Conseillers scientifiques: Françoise Charpin (2), Jean-Pierre Cabannes (3).

Département des études

Directeur: Jean-Paul Fitoussi

- Chargés d'études : Michael A. Danes, Michel Forsé, Jacques Le Cacheux, Daniel Szpiro, Christian Vasseur.
- Secrétaires: Michèle Debesson, Sophie Guizien.
- Secrétaire-documentaliste en sociologie : Laurence Duboys-Fresney.
- Conseiller scientifique: Henri Mendras (4).

Secrétariat général administratif :

— Secrétaire générale : Dominique Jocteur-Monrozier.

Division de la documentation :

- Documentaliste: Viviane Rousset
- Secrétaire : Gwenola de Gouvello

Division des publications:

- Chargée des Publications : Françoise Balon
- Secrétaire : Christine Paquentin

Division du personnel, du matériel et du budget :

- Secrétaire : Josyane Ecolan
- Agent de bureau-coursier : Charles Libaï

⁽¹⁾ Chargé de recherches au CNRS.

⁽²⁾ Assistante à l'université de Paris X.

⁽³⁾ Maître-assistant d'informatique à l'Institut d'Etudes politiques de Paris.

⁽⁴⁾ Directeur de recherches en sociologie au CNRS.

III. Publications

Revue « Observations et diagnostics économiques »

Nº 1 - Juin 1982

J.-M. Jeannenev Présentation de la revue

P. Sigogne/M. Fouet Chronique de conjoncture : Après deux chocs pétroliers :

diagnostics et perspectives

J.-M. Jeanneney Relancer sans déraper

P. Artus/P.-A. Muet Politique conjoncturelle et investissement dans les années 70

J.-P. Fitoussi Politique monétaire passive ou politique économique ?

M. Forsé Les Français redécouvrent les vertus du micro-social

Chronologies 1972-1980 et 1981

Nº 2 - Octobre 1982

P. Sigogne/M. Fouet Chronique de conjoncture : Les contraintes de l'assainissement

D. Gambier/D. Szpiro Une analyse comparative des structures du chômage en Europe A. Fonteneau

La fiabilité des prévisions macroéconomiques à court terme : 12 ans d'expériences françaises (1970-1981)

H. Mendras/M. Forsé Vers un renouveau du troc et de l'économie domestique?

J.-M. Jeanneney Réflexions sur la crise économique mondiale

Nº 3 - Février 1983

P. Sigogne/M. Fouet Chronique de conjoncture : Ce qu'il en coûte de réduire

les déséquilibres

J.-M. Jeanneney Relations historiques entre l'intensité des commerces extérieurs

et la croissance des produits nationaux

H. Sterdyniak Théories et pratiques du déficit public

M. Forsé Activité et chômage des femmes en France face à la crise

C. de Boissieu Les innovations financières aux Etats-Unis D. Stoclet Les transferts entre marchand et domestique

Travail des femmes. Loisirs des hommes

Chronologie 1982

Nº 4 - Juin 1983

P. Sigogne/M. Fouet Chronique de conjoncture : Premiers pas de reprises échelonnées

Départements Prévisions quantitatives : Perspectives étrangères et françaises des diagnostics pour 1983 et 1984

et d'économétrie

A. Fonteneau/ La politique économique depuis mai 1981 : un premier bilan P.-A. Muet

Les erreurs de prévision économique pour 1982 A. Fonteneau

J.-P. Fitoussi/D. Szpiro

Politique de l'emploi et réduction de la durée du travail

P. Sigogne Pétrole: un repli stratégique

H. Mendras Plaidoyer pour une politique de développement rural

Nº 5 - Octobre 1983

M. Fouet/F. Milewski/ Chronique de conjoncture : Qui financera la reprise ?

P. Sigogne

Départements des disgnostics Prévisions quantitatives : Perspectives étrangères et françaises pour 1983 et 1984

des disgnostics pou et d'économétrie

A. Fonteneau

Département L'économie française en 1981 et 1982 : une analyse économétrique

d'économétrie

M. Anyadike-Danes/ De l'austérité budgétaire en période de récession

J.-P. Fitoussi/ J. Le Cacheux

V. Radisson Les difficultés de l'assainissement des finances publiques allemandes

J.-M. Jeanneney L'inadéquation actuelle des politiques keynésiennes

Nº 6 - Janvier 1984

Chroniques de conjonctures étrangères :

V. Radisson Royaume-Uni : croissance lente et poursuite de l'assainissement

S. Mathieu Italie : difficile sortie de récession

G. Duménil/M. Glick/ La baisse de la rentabilité aux Etats-Unis : inventaire de recherches

J. Rangel et mise en perspective historique

H. Sterdyniak/ Faut-il substituer de la TVA aux cotisations sociales des employeurs ?

P. Villa

J.-M. Jeanneney Post-face à l'article précédent : Qui y gagnerait ? Qui y perdrait ?

Ou quoi faire d'autre?

J. Le Cacheux Finances publiques décentralisées en temps d'austérité :

l'exemple des Etats-Unis

M. Forsé Les créations d'associations : un indicateur de changement social

Chronologie 1983

Nº 7 - Avril 1984

Département Chronique de conjoncture : L'embellie s'étend à l'Europe

des diagnostics A. Fonteneau/

Quelles perspectives pour l'économie française jusqu'en 1988 ?

M. Fouet/P.-A. Muet

J.-F. Colin/M. Elbaum Chômage et politique de l'emploi 1981-1983

A. Fonteneau

M. Fouet Les avenirs inégalement sombres des pays en voie de développement

M.K. Anyadike-Danes/

Caractère et tendance de l'aide publique européenne

M.N. Anyadike-Danes au développement

De l'enquête qualitative à la prévision économétrique

A. Abou/D. Szpiro Degré de validité des opinions des chefs d'entreprise

pour les prévisions de production

C. Vasseur/ L'utilisation des enquêtes de conjoncture pour modéliser et prévoir

H. Sterdyniak la production industrielle

Nº 8 - Juillet 1984

Prévisions quantitatives : Perspectives de l'économie française Département

d'économétrie en 1984 et 1985

> M. Forsé/ Chronique des opinions et aspirations des Français :

L. Lebart 1983 : un réalisme morose

S. Mathieu Chronique de conjoncture étrangère : Etats-Unis : une croissance

hypothéquée

J. Le Cacheux/ Part salariale et emploi

D. Szpiro

L. Dirn/ Le troisième âge animera la société française

H. Mendras

Nº 9 - Octobre 1984

Département Chronique de conjoncture : Différentiel de croissance entre

des diagnostics les Etats-Unis et l'Europe

C. de Boissieu/ Les indicateurs de la politique budgétaire et fiscale : Application

A. Gubian au cas français

M. Anyadike-Danes Appréciation des stocks, profit, autofinancement et comptabilité nationale

H. Sterdyniak/ Le modèle trimestriel de l'OFCE

M.-A. Boudier/

F. Charpin/B. Durand

M. Boutillier/

Nº 10 - Janvier 1985

Chronique de conjoncture étrangère :

V. Radisson La RFA mise à l'épreuve de la rentabilité

P. Aroyo/ Les pétrodollars. Une réserve liquide en voie d'assèchement

M. Fouet L. Dirn/D. Stoklet Travail des femmes et structures sociales

J.-M. Jeanneney Janvier 1985: l'OFCE a quatre ans

Chronologie 1984

Index des noms d'auteurs et des matières.

En outre un cahier de graphiques en couleur complète les numéros 1, 2, 3, 4, 5, 7 et 9.

Lettre « Observations et diagnostics économiques »

26 janvier 1983 - Nº 1

23 février 1983 - Nº 2

Si le prix du pétrole revenait à 25 \$ le baril... Qu'en est-il de la baisse des profits en France?

La danse maléfique des grandes monnaies

Peut-on raisonnablement espérer une reprise aux Etats-Unis ?

23 mars 1983 - No 3

Le réajustement monétaire du 21 mars : quelle rationalité et quelles perspectives ?

Le poids de la contrainte extérieure sur la France

Les conséquences des réajustements monétaires européens

La sensibilité des balances commerciales aux revenus

27 avril 1983 - Nº 4

Inflation et indexation : le « laboratoire » italien

Le plan d'austérité fait-il bonne mesure ?

25 mai 1983 - Nº 5

L'économie européenne en 1983 : une reprise en hibernation

22 juin 1983 - Nº 6

A la recherche d'un nouveau système monétaire international

La fin d'un cycle d'investissement

28 septembre 1983 - Nº 7

Demande mondiale et exportations françaises

Vive reprise aux Etats-Unis, mais...

Interrogations françaises

26 octobre 1983 - Nº 8

L'économie française a-t-elle des faiblesses congénitales ?

Hauts et bas du commerce franco-algérien

Quelle croissance au Royaume-Uni?

23 novembre 1983 - Nº 9

Performances en productivité du travail

Quel mieux pour notre commerce extérieur ?

28 décembre 1983 - Nº 10

Salaires et coûts du travail dans l'industrie : une comparaison internationale

25 janvier 1984 - Nº 11

L'irrésistible ascension du dollar

Profits et investissements en RFA

Quelle reprise de l'investissement industriel peut-on espérer en France ?

22 février 1984 - Nº 12

Dimensions du problème de l'emploi en Europe et aux Etats-Unis

Les exportations françaises, soutien de l'activité intérieure ?

28 mars 1984 - Nº 13

Inflation à 5 % : un pari réalisable ?

Balance des paiements allemande et cours du DM

25 avril 1984 - Nº 14

Le manque de capital limite actuellement l'emploi

Les exportations françaises aux Etats-Unis

Peut-on comprimer les prix des services ?

23 mai 1984 - Nº 15

L'Europe garde la tête froide

27 juin 1984 - Nº 16

Le « miracle » anglais

Les exportations françaises en RFA

26 septembre 1984 - Nº 17

L'avenir du dollar ? Quelques points de repère

Des éclaircies dans un temps maussade

24 octobre 1984 - Nº 18

Impacts macroéconomiques du budget de 1985

Mérites psychologiques du budget de 1985

Encore de la marge pour l'investissement américain

28 novembre 1984 - Nº 19

L'expérience américaine de baisse des impôts

Exportations des Etats-Unis et du Japon : des performances paradoxales

12 décembre 1984 - N° 20

Perspectives de l'économie française en 1985

L'Europe se veut plus attractive

En outre la dernière page de chaque Lettre présente des « Faits et chiffres d'actualité ».

Documents de Travail

Nº 82-01 - Novembre 1982

M. Boutillier Lecture de modèles macroéconomiques et constructions de structures causales

Nº 82-01 bis - *November 1982*

M. Boutillier Reading macroeconomic models and building causal structures

Nº 83-01 - Janvier 1983

M. Debonneuil/ La boucle prix-salaires dans l'inflation

H. Sterdyniak

Nº 83-02 - March 1983

M. Anayadike-Danes/ Nominal Income Determination, Financial Assets and Liabilities w. Goodley and Fiscal Policy

Nº 83-03 - Mars 1983

P. Artus/P.-A. Muet Investissement, contraintes de débouchés, d'emploi, contraintes financières : estimation d'un modèle à plusieurs régimes

Nº 83-03 bis - March 1983

P. Artus/P.-A. Muet Investment, Output and Labor Constraints, and Financial Contraints: the Estimation of a Model with Several Regimes

Nº 83-04 - October 1983 (Revised version)

P.-A. Muet/R. Topol A Post Keynesian Model of Development in a Dual Economy

Nº 83-05 - Décembre 1983

P. Artus/P.-A. Muet Un panorama des développements récents de l'économie de l'investissement

Nº 83-06 - December 1983

A. Fonteneau The « OFCE-Annual » Model.

Nº 84-01 - Janvier 1984

P. Dehez/J.-P. Fitoussi Equilibres de stagflation et indexation des salaires

Nº 84-02 - Janvier 1984

R. Topol/P. Claverie Rôle et implication des échelles de temps dans la modélisation au moyen d'équations dynamiques en temps « discret » ou « continu »

Nº 84-03 - Février 1984

C. Vasseur/ Les enquêtes de conjoncture dans l'industrie : modélisation et prévision H. Sterdyniak

Nº 84-04 - Mars 1984

H. Sterdyniak/P. Villa Des conséquences conjoncturelles de la régulation monétaire

Nº 84-02 bis - June 1984

R. Topol/P. Claverie Deterministic Macroeconomic Dynamic Equations from a Stochastic Microenomic Description: Role of Time Scales

Nº 84-05 - Mars 1984

A. Abou/D. Szpiro Une analyse du processus de formation des anticipations de production dans l'industrie française

Nº 84-06 - Mai 1984

L. Dirn Pour un tableau tendanciel de la société française

Nº 84-07 - Mai 1984

M. Forsé Traitement statistique d'une matrice de relations causales entre tendances du changement social

Nº 84-08 - Mai 1984

L. Dirn/H. Mendras Le troisième âge facteur de dynamisme de la société française

Nº 84-09 - Septembre 1984

H. Sterdyniak/ Le modèle trimestriel de l'OFCE

M.-A. Boudier/

B. Durand/

F. Charpin

Nº 84-10 - Octobre 1984

M. Feroldi/ De la Dynamique du taux de change : variations sur un thème de H. Sterdyniak Dornbusch